

# C'est le moment. Grève générale pour arracher une augmentation de 10 % de tous les salaires et leur indexation sur les prix !

Au compte des multinationales de l'énergie et du capitalisme français, le gouvernement Macron-Borne, pour briser la grève des travailleurs du pétrole, a prélevé dans les « réserves stratégiques » puis il a réquisitionné des travailleurs du dépôt Esso de Port-Jérôme le 12 octobre et du dépôt Total de Flandres le 13 octobre. Cela signifie, pour ceux qui sont désignés par le patron, que la police se rend chez eux pour leur faire reprendre le travail. Un refus est passible de 6 mois d'emprisonnement et de 10 000 euros d'amende. Tous les partis bourgeois (Renaissance, LR, RN...) ont condamné les occupations et ont accusé la CGT.

Pour les mêmes raisons, le gouvernement s'en prend aux chômeurs, il veut encore restreindre le droit à la retraite, soumettre un peu plus l'enseignement professionnel au capital, il continue les cadeaux aux patrons dans le projet de budget 2023, etc. Il veut imposer la baisse des salaires réels afin que les capitalistes de France (quelle que soit la nationalité des actionnaires) puissent maintenir leurs profits.

Les travailleurs du commerce, ceux de la santé... ont déjà revendiqué des hausses de salaire, sans demander 6 millions d'euros annuels comme le PDG de Total. Les travailleurs de 6 centrales électriques sont en grève.

Contre l'inflation (+9,1 % sur un an pour les produits de grande consommation vient d'annoncer l'INSEE le 14 octobre), la revendication de plus 10 % des salaires est une revendication légitime non seulement pour les travailleurs du pétrole, mais pour tous les travailleurs de ce pays. Tout comme la revendication de l'indexation automatique des salaires, des pensions et des allocations sur l'augmentation des prix, pour éviter la baisse du pouvoir d'achat.

Les réquisitionnés et les autres grévistes ne doivent pas rester seuls. Les organisations syndicales, les partis politiques se réclamant des travailleurs doivent faire bloc, dresser le front unique ouvrier en défense du droit de grève, pour l'augmentation de 10 %, pour l'échelle mobile des salaires, pour protéger les retraites des salariés.

Pourtant, la CFDT et la CFE-CGC ont signé un accord au-dessous le 10 octobre avec Exxon-Mobil et avec TotalEnergies le 14. Pourtant, aucune direction confédérale n'avance cette revendication claire de 10 % d'augmentation des salaires pour tous les travailleurs, pas plus que celle de l'indexation automatique des salaires sur l'infla-

tion. Pourtant, aucune direction confédérale n'appelle à la grève totale de tous les salariés pour arracher les revendications, annuler les mesures contre les chômeurs, retirer le plan contre les retraites.

Tout au plus, certaines « suspendent » seulement leur concertation avec le gouvernement contre les retraites, décident seulement une journée « de mobilisations et de grèves » le 18 octobre, qui pourront être « reconduites » site par site...

Les « journées d'action » et les « reconductibles » créées par les appareils syndicaux CGT, FO, Soli-

naires et FSU avec l'appui du PCF, de LFI, de LO, du NPA, du CCR-RP, de l'UCL, du POID..., ce sont des grèves limitées à l'avance et des grèves dispersées qui protègent l'État. Ce dispositif des bureaucrates a abouti à défaite sur défaite comme en 2003, en 2010, en 2019... Ensuite, les dirigeants et leurs adjoints en attribuent la responsabilité à la base. Il faut déborder les appareils, imposer le mouvement d'ensemble, la grève générale jusqu'à satisfaction.

La véritable « convergence des luttes », c'est la grève générale. La seule « généralisation » des luttes possible, c'est la grève générale. Le mouvement d'ensemble, la force rassemblée des

travailleurs, c'est la grève générale, comme en juin 1936 et en mai 1968. C'est la voie de la victoire.

Bas les pattes devant le droit de grève ! À bas les réquisitions ! Renforcement des piquets de grève face aux menaces policières !

10 % d'augmentation pour tous ! Échelle mobile des salaires ! Expropriation de Total et Esso !

L'exigence de la grève générale jusqu'à satisfaction est reprise par de nombreux syndicats de base et sections CGT, FO, SUD... Dans les réunions syndicales, dans les assemblées générales, il faut contraindre les appareils nationaux à cesser toute négociation des projets réactionnaires du gouvernement, les contraindre à lui déclarer qu'ils appellent à la grève générale. Classe contre classe !

Pour faire céder les patrons et vaincre le gouvernement, il faut que le mouvement soit contrôlé par des comités élus et centralisés à l'échelle nationale.

16 octobre 2022

